



L'émigration syrienne hautement qualifiée : les enjeux sociopolitiques

Nabil Marzouk

CARIM Notes d'analyse et de synthèse 2010/25

Série sur la migration hautement qualifiée
Module Socio-Politique



CARIM
Consortium pour la recherche appliquée sur les migrations internationales

**Notes d'analyse et de synthèse – Série sur la migration hautement qualifiée
Socio-politique**

CARIM-AS 2010/25

L'émigration syrienne hautement qualifiée : les enjeux sociopolitiques

Nabil Marzouk

Economiste – consultant, State Planning Commission

Cette publication fait partie d'une série de publications sur la migration hautement qualifiée préparées pour le CARIM et présentées lors d'une rencontre organisée à Florence : "La migration hautement qualifiée de, vers et à travers les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne" (30 novembre – 1 décembre 2009).

Cette série sera ensuite discutée à l'occasion de deux rencontres entre décideurs politiques et experts au cours du printemps 2010, dont les conclusions seront également publiées.

L'ensemble des travaux sur la migration hautement qualifiée est disponible à l'adresse suivante : <http://www.carim.org/MigrationHautementQualifiée>.

© 2010, Institut universitaire européen
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : carim@eui.eu

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

[Prénom et nom de(s) auteurs(s)], [*titre*], série : "CARIM AS", [n° de série],
Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI):
Institut universitaire européen, [année de publication].

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen
Badia Fiesolana
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)
Italie

<http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/>
<http://www.carim.org>
<http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp>

CARIM

Le Consortium pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales (CARIM) a été créé à l'Institut universitaire européen (IUE, Florence) en février 2004. Il est co-financé par la Commission européenne, DG AidCo, actuellement au titre du Programme thématique de coopération avec les pays tiers en matière de migrations et d'asile.

Dans ce cadre, le CARIM a pour objectif, dans une perspective académique, l'observation, l'analyse et la prévision des migrations dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne (signifiée par « la région » dans le texte ci-dessous).

Le CARIM est composé d'une cellule de coordination établie au Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS) de l'Institut Universitaire Européen et d'un réseau de correspondants scientifiques établis dans les 17 pays d'observation : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Palestine, Sénégal, Soudan, Syrie, Tchad, Tunisie et Turquie. Tous sont étudiés aussi bien comme pays d'origine, de transit que d'immigration. Des experts externes provenant des pays de l'Union européenne et des pays de la région contribuent également à ses activités.

Le CARIM conduit les activités suivantes :

- Base de données sur les migrations méditerranéennes et subsahariennes ;
- Recherches et publications ;
- Réunions d'experts et rencontres entre experts et décideurs politiques ;
- Ecole d'été sur les migrations ;
- Information

Les activités du CARIM couvrent trois dimensions majeures des migrations internationales : économique et démographique, juridique et sociopolitique.

Les résultats des activités ci-dessus sont mis à la disposition du public par le site Web du projet: www.carim.org

Pour plus d'information

Consortium Euro-Méditerranéen pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales
Centre Robert Schuman
Institut universitaire européen (IUE)
Convento
Via delle Fontanelle 19
50014 San Domenico di Fiesole
Italie
Tél: +39 055 46 85 878
Fax: + 39 055 46 85 755
Email: carim@eui.eu

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

<http://www.eui.eu/RSCAS/>

Résumé

La migration hautement qualifiée est à l'origine de nombreuses controverses entre les pays d'origine et les pays d'accueil. Les intérêts des pays développés s'articulent autour de la possibilité de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée suffisante (en nombre et en qualité). Cependant, les besoins économiques des pays d'accueil ne se limitent pas à la main-d'œuvre qualifiée. L'interdépendance des différents niveaux de qualification de la main d'œuvre et leur complémentarité sont des conditions intrinsèques du processus de développement et de la prospérité.

Dans cette note analytique, nous exposons, dans les deux premières sections, les facteurs favorisant la demande sur le marché du travail des pays développés et la nécessité d'étendre cette demande à tous les niveaux de qualification.

Dans la troisième section, nous examinons les points de vue des pays d'origine, en insistant sur les pertes que ce type d'émigration représente pour ces pays. En effet, le départ de citoyens hautement qualifiés a des répercussions dans les domaines de l'administration, de la productivité, du capital humain, de la capacité d'attraction des investissements étrangers, sans oublier bien sûr les aspects sociaux et démocratiques.

La quatrième section traite de la migration syrienne et de son ampleur, évolution, répartition géographique, et insiste sur la difficulté de trouver une base de données fiable. La lacune principale réside dans le fait que les données disponibles sont préparées par des institutions étrangères, alors que les statistiques syriennes sont insuffisantes.

La cinquième section met l'accent sur la migration hautement qualifiée, et s'attache à apprécier l'ampleur du phénomène. L'évaluation de l'effectif des étudiants syriens dans le domaine de l'enseignement universitaire, dans le pays ou à l'extérieur, s'avère plus fructueuse qu'un simple recours aux données migratoires. Le croisement des données a permis d'évaluer approximativement le nombre d'émigrés dans des branches de spécialisation spécifiques, comme la médecine et l'ingénierie.

Enfin, la dernière section expose les causes économiques, sociales et politiques qui poussent les jeunes syriens à émigrer. Pour conclure, cette note s'interroge sur la possibilité de mettre en place une politique migratoire juste et efficace. Elle n'apporte toutefois pas de réponse définitive à cette question qui doit faire l'objet de plus amples recherches.

Abstract

Highly skilled migration is a controversial issue opposing origin and receiving countries. The interests of developed countries lie in having at disposal an adequate offer of qualified labor (in terms of number and quality) bearing in mind that other categories of workers raise problems with regard to their assimilation. However, society in general has global needs that necessitate the availability of diverse qualifications that are not confined to the offer of qualified labour. Therefore, the interdependence of different labour types and their complementary character are inherent conditions to development and prosperity.

In this analytical note, we expose in the first and second paragraphs the factors stimulating demand in the developed countries, labour market and the necessity to extend this demand to all levels of qualifications. In the third paragraph, we look at different viewpoints of origin countries, while locating the loss that these countries are incurring. Thus the "loss" of highly qualified nationals has effect on the administrative sector, productivity, human capital, enticement for foreign investment as well as the social and democratic aspects.

The fourth paragraph embeds with Syrian migration and discusses its extent, evolution, and geographical distribution and draws attention to the difficulty of finding a reliable database. A

fundamental shortcoming is that available data are produced by foreign institutions and that Syrian statistics are almost absent.

The fifth paragraph concentrates on highly qualified migration and attempts to assess the magnitude of this migration form. It is noteworthy that evaluating Syrian students, stocks in the field of higher education, in the country or outside, promises to reap more fruitful results than focusing solely on migration data. The intersection of both datasets allows to approximately evaluate emigrants, stocks in some specialization fields (medicine and engineering).

The sixth paragraph explains the economic, social and political factors that push young qualified nationals to emigrate. In the conclusion, the analytical note discusses whether an alternative migration policy is possible. Finding an answer requires however subsequent research.

L'émigration syrienne hautement qualifiée

La migration hautement qualifiée est un phénomène complexe aux multiples facettes. Elle est à la fois un besoin et un signe de civilisation, un facteur de développement et de croissance. Cependant, cette forme de migration peut devenir nuisible lorsqu'elle est mal gérée ou sert des intérêts particuliers au détriment du plus grand nombre.

Etant donné les difficultés à cerner la thématique et ses dimensions multiples, plusieurs questions doivent être posées : quelle est la vision des pays destinataires, vis-à-vis, de cette forme de migration? Est-il possible d'envisager un compromis préservant les intérêts mutuels des différentes parties (émigrés, pays d'origine, et pays hôtes)?

Dans le cadre de cette étude, nous apportons quelques réponses en nous concentrant sur les émigrés syriens. L'obstacle principal pour accomplir cette tâche convenablement est la carence de données statistiques portant sur le volume, les secteurs d'activité concernés, et les pays de destination.

En premier lieu, nous tâchons d'identifier les intérêts des pays industrialisés ayant recours à l'immigration de travailleurs hautement qualifiés. Celle-ci doit faire l'objet de recherches dépassant le cadre de notre étude. Ensuite, nous évaluons les opportunités et les problèmes qu'elle peut engendrer, vis-à-vis, des pays émetteurs.

Quant à l'émigration syrienne, nous tenterons d'évaluer son ampleur, et, dans la mesure du possible, d'identifier les zones géographiques vers lesquelles elle s'est successivement dirigée. Etant donné le manque de données fiables, nous avons croisé les chiffres provenant de différentes sources afin de cerner, au plus près, le nombre d'émigrés hautement qualifiés. Ensuite, nous avons énuméré les facteurs favorisant l'émigration. Enfin nous avons introduit brièvement quelques remarques sur la politique internationale de migration.

Croissance et compétitivité internationale.

Durant les trois dernières décennies, deux phénomènes ont pu être observés dans les pays développés : une croissance économique quasi stable et une immigration croissante. La croissance économique la plus spectaculaire a été enregistrée par les États-Unis (EUA) et l'Union européenne (UE). Or, suite à l'amélioration des revenus des populations des pays développés durant les trois dernières décennies, le fossé entre le niveau de vie des pays développés et celui des pays en développement se sont élargi. La combinaison de ces deux facteurs, la croissance et la prospérité, a eu pour effet d'attirer les migrants.

Tableau 1. Croissance annuelle du revenu national brut (\$ international courant) par tête

Pays \ Période	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2008
Etats-Unis	7.7	5.4	3.6	5.2	3.6	3.7
Canada	6.9	4.6	3.1	4.7	4.5	1.7
Zone Euro	6.4	6.4	3.7	4.3	3.7	4.0
France	6.2	6.1	3.2	4.8	3.2	3.6
Italie	6.8	6.2	3.7	4.0	2.0	2.6
Espagne	6.1	7.7	3.8	5.8	5.0	4.9
Royaume- Uni	7.3	6.3	4.1	5.7	5.1	3.2

Source: World Development Indicators - Consulté le 11/3/2009.

Selon les estimations de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (CMMI), « la part de la migration dans la population du monde, n'a pas cru radicalement (environ 2,5 à 3%). »¹ 41,1%² des migrants se trouvent dans les pays de l'OCDE, (39,4% d'entre eux sont issus des pays membres et 60,6% du reste du monde). Le flot de migrants a fléchi durant les années 1990 par rapport aux décennies précédentes, reflétant ainsi le ralentissement du rythme de la croissance économique mondiale.³

Tableau 2. La croissance annuelle de la migration (%)⁴

Région	Période	1970-1980	1980- 1990	1990- 2000
Monde		2,05	4,43	1,28
Pays développés		2,2	6,5	2,1
Pays en développement		1,89	2,13	0,05

Source : "Migration and Development", A paper prepared for the Policy Analysis and Research Programme of the Global Commission on International Migration, by Dhananjayan Sriskandarajah, Institute for Public Policy Research, September 2005. p. 3.

En dépit de l'immigration, le marché du travail dans les pays développés a connu une baisse du taux de chômage : « D'après les statistiques du Bureau International du Travail (BIT), il y avait dans le monde en 2004 environ 185 millions de chômeurs. Ces dix dernières années, seuls les pays industrialisés ont connu des taux de chômage en baisse. Dans toutes les autres régions du monde, ces taux sont demeurés stables ou ont augmenté. »⁵ D'après cette source, la croissance économique des pays industrialisés a accru la demande sur le marché du travail local, de sorte qu'une partie de cette demande s'est reportée sur le marché international. On parle maintenant, dans la littérature spécialisée, de « l'émergence d'un marché du travail international intégré ».

On est appelé, en conséquence, à tenir compte de plusieurs facteurs. Tout d'abord, les conditions démographiques dans les pays développés – faible taux de natalité, vieillissement accru de la population — réduisent l'offre sur le marché du travail. D'autre part, les changements rapides des techniques de production exigent de meilleures qualifications de la main d'œuvre. Le niveau de la natalité lui-même, ne permet pas de répondre à toute la demande sur le marché du travail. Les pays de l'UE perdent chaque année des sommes considérables, faute d'un nombre suffisant de travailleurs hautement qualifiés, selon les estimations du BIT. En 1998, ils ont connu un déficit de près de 500 000 travailleurs qualifiés. Le BIT évaluait ces postes vacants, en 2002, à 1.6 million, et les pertes dues à ce déficit, entre 1998 et 2000, à 106 milliards de dollars US⁶. La compétitivité à l'échelle internationale est passée d'une compétitivité fondée sur la main d'œuvre, à une compétitivité fondée sur les « cerveaux »⁷.

¹ "Migration and Development", A paper prepared for the Policy Analysis and Research Programme of the Global Commission on International Migration, by Dhananjayan Sriskandarajah, Institute for Public Policy Research, September 2005. p. 3.

² Source : Harrison et al. (2004:4). Cité dans « Migration and Development », p. 4.

³ Une corrélation forte (0.75) entre croissance économique et croissance de migration a été observée pour les EUA, entre 1980 et 2005 à partir de la base de données du World Development Indicators - consulté le 11/3/2009.

⁴ Ibid. 3.

⁵ Voir « Les Migrations dans un monde interconnecté : Nouvelle perspective d'action », Rapport de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales, Octobre 2005, p.12.

⁶ Voir « L'Europe à L'Heure de la Mondialisation » – vol. I, le Bit, Geneve, Déc. 2000, p 10.

⁷ Voir Jeroen Doomernik, Rey Koslowski, Dietrich Thranhardt, "The Battle for the Brains". The German Marshall Fund of the United States, Brussels Forum, March 2009.

La prospérité des sociétés et le vieillissement de la population accroissent la demande de services sociaux et individuels, ce qui se traduit par une plus forte demande de main-d'œuvre semi ou non qualifiée. Dans les pays développés, dont la croissance a été plus stable ces dix dernières années, les emplois à bas salaire ont proliféré : « Quatre pays ont affiché une tendance à la hausse, durant la période de 1980-2001, et quatre pays ont montré une tendance à la baisse. Les Pays-Bas ont enregistré l'augmentation la plus marquée de l'emploi à faible salaire (13,0%), suivis des États-Unis (11,6%), du Royaume-Uni (10,6%) et de l'Australie (5,7%). »⁸

Tableau 3.⁹ Emploi à faible salaire dans 14 pays de l'OCDE2001

Pays	En Pour cent
États-Unis	24,53
Canada	23,7
Royaume-Uni	19,6
Nouvelle-Zélande	16,9
Japon	14,6
Pays-Bas	14,6
Australie	14,3
France	13,3
Suisse	13,0
Allemagne	12,9
Italie	12,5
Belgique	7,3
Finlande	5,9
Suède	5,2

Ainsi, on assiste à l'émergence d'un marché du travail international intégré. Suivant les tendances actuelles et les prévisions de la population mondiale « d'ici à la fin de cette décennie, environ 86 % de la population active mondiale viendra des pays en développement. »¹⁰ Tenant compte de cette réalité, les pays développés devront élaborer de nouvelles politiques migratoires, plus équitables et moins ségrégationnistes, apportant des compensations aux pertes subies par les pays d'où viennent ces travailleurs, tout en leur offrant de meilleures conditions pour leur développement.

Unité de migration : hautement ou non qualifiée ?

Comme nous l'avons vu plus haut, la demande sur le marché du travail est multiforme. Plusieurs catégories de qualification sont requises simultanément, en conséquence du processus de développement. Selon certains modèles de prévision des évolutions de la force de travail, entre le quart ou le tiers de la main-d'œuvre employée par les entreprises modernes seraient hautement qualifiée. Ce segment du marché du travail est caractérisé par des emplois stables et hautement rémunérés. Un segment intermédiaire par des emplois moins stables et des salaires à peine convenables. Un troisième segment rassemble ceux qui ont des emplois précaires et les chômeurs. Le premier segment sollicite de plus en plus de services et d'équipements, augmentant ainsi

⁸ Voir Lars Osberg, et al, « Un indice du bien-être sur le marché du travail pour les pays de l'OCDE », Rapport de recherche du CSLS, 2003-05, Septembre 2003, p. 27.

⁹ Ibid. p.27

¹⁰ Voir « Les migrations dans un monde interconnecté : Nouvelles perspectives d'action », Rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI), octobre 2005, p. 15.

la demande de main-d'œuvre semi et non qualifiée. L'interdépendance de ces catégories est renforcée par les conditions démographiques et la demande croissante de services sociaux. Du fait de l'interdépendance des catégories de travailleurs, les pays développés seraient appelés à ouvrir leurs frontières à toutes les catégories de migrants, afin de soutenir leur compétitivité et leur prospérité. Les bénéfices réalisés par les pays hôtes sont assez importants, puisque « une analyse statistique pour les 15 pays européens, pour la période (1991- 1995), a trouvé, pour une augmentation de 1% de la population de ces pays, un accroissement du PNB, dû à la migration, de 1,25 à 1,5% »¹¹.

La migration vue du côté des pays en développement

De nombreuses études se focalisent sur les transferts d'argent des émigrés vers leur pays d'origine, présentés comme bénéfiques et sources de devises étrangères. Toutefois cette vision part du principe que ces émigrés étaient chômeurs ou qu'ils n'étaient pas impliqués dans l'appareil productif de leur pays d'origine. Or, l'enseignement absorbe, en moyenne, entre 10 et 20%, chaque année, du budget national de la majorité des pays en développement. Tous les émigrés qui ont plus de 18 ans ont profité du système d'enseignement général, dont le coût varie en fonction des filières et de la durée des études. Ainsi, chaque départ représente un gaspillage de ressources rares, aggravé par la perte de la valeur ajoutée que l'émigré aurait pu produire localement, s'il avait continué à travailler dans son pays, indépendamment des sommes transférées. Certains gouvernements trouvent dans ces transferts un complément à leur budget, un gain de devises étrangères, une compensation au déficit de la balance commerciale et le moyen de contenir le déficit de leur balance des paiements.

Les émigrés et les professionnels sont en général les plus éduqués et aptes parmi la population du pays d'origine (constatation faite à partir des qualifications des émigrés et des histoires de réussite d'émigrés¹²). Dans une certaine mesure, ils privent l'économie nationale de la possibilité d'améliorer sa production, d'augmenter sa productivité et d'accumuler les connaissances et les compétences de la main-d'œuvre locale.

Dans les administrations publiques, la perte de main d'œuvre qualifiée affecte négativement l'exécution des tâches, un aspect essentiel du fonctionnement de l'appareil d'Etat. Ce faible niveau de performance perpétue le sous-développement et altère le potentiel national de développement.

L'accumulation du capital humain est indispensable pour la mutation d'une société traditionnelle ou industrielle vers une « société du savoir ». L'hémorragie de personnes qualifiées retarde cependant le progrès ou rend la tâche irréalisable, même pour le transfert de la technologie¹³.

Faute de main-d'œuvre qualifiée, les opportunités d'attraction d'investissements étrangers diminuent. Par ailleurs, les projets deviennent plus coûteux, et passent entre les mains de sociétés multinationales prestataires de projets « clef en main ». Notons aussi que la présence de techniciens et de chefs d'entreprises est censée avoir un impact positif sur les autres catégories professionnelles. Leur absence ne permet donc pas de générer ces externalités positives et restreint, à son tour, la demande sur le marché du travail. En d'autres termes, la migration des travailleurs hautement qualifiés aggrave le chômage plus qu'elle n'y apporte un remède.

Ajoutons que les intellectuels, par leur présence, diffusent autour d'eux un climat d'excellence. Ils motivent les nouvelles générations à être mieux éduquées, et plus productives. Les intellectuels représentent une avant-garde en matière de progrès des droits démocratiques et en faveur de la

¹¹ Report VI, "Towards a Fair Deal for Migrant Workers in the Global Economy", International Labour Conference, 92nd Session, International Labour Office, Geneva, First edition, 2004, p.31.

¹² Voir Nigel Harris "The Politics of Immigration", Socialism, Chicago USA 2008 (interviewé par Lee Sustar).

¹³ Voir "The Outflow or "Brain Drain" of highly skilled from sectors key to development, such as health, education or agriculture is perceived in some cases to have a retarding effect on the achievement of development goals" "Global Forum on Migration and Development" Brussels, 9-11 July 2007 Background Paper

sauvegarde des intérêts collectifs. Dans les sociétés où les régimes autoritaires prédominent, l'ordre politique favorise le départ des intellectuels afin de réduire l'opposition. Donc, l'émigration des intellectuels a des répercussions négatives notamment, sur les perspectives de libéralisation politique dans les pays en transition.

En conclusion, du point de vue des pays en développement, la migration engendre des pertes à tous les niveaux : économique, scientifique, social et politique. Les pays en développement en prennent de plus en plus conscience de ces inconvénients. Ils multiplient les initiatives pour rapatrier une partie de leurs émigrés. En témoignent la création d'associations comme «le South African Network of Skills Abroad (SANSA), le Global Korean Network, le Philippines Brain Gain Network, le Polish Scientists Abroad, l'Association of Thai Professionals in North America, l'Iranian Scientific Information Network, le Tunisian Scientific Consortium, et l'Arab Scientists and Technologists Abroad.»¹⁴ La mise en place de programmes par les organisations internationales, comme le TOKTEN, reflète, aussi, l'importance d'investir les compétences des émigrés hautement qualifiés dans leur pays d'origine. Toutefois, jusqu'à présent, les effets sont à peine perceptibles. Ces initiatives doivent être consolidées par des réformes sociopolitiques et, pour certains pays, par un élargissement des libertés individuelles et collectives, ainsi que de la pratique démocratique.

Après avoir mis en exergue les pertes que la migration hautement qualifiée représente pour les pays en voie de développement, nous examinerons les enjeux migratoires en Syrie. Puis nous nous concentrerons sur la problématique de l'émigration hautement qualifiée.

La migration syrienne

Du fait de sa position géographique la Syrie est, historiquement, un pays de passage (transit) et de migrations. Au cours des deux derniers siècles, des vagues d'émigration syrienne se sont succédé, à destination des Amériques, de l'Europe et de nombreux autres pays du monde. Le premier rapport national publié en 2008 sur « l'état de la population de la Syrie » évaluait le nombre des émigrants syriens cumulés jusqu'en 1922 à 500 000,¹⁵ soit 29% de la population syrienne à cette date (le recensement de 1922 estimait que la population résidant sur le territoire syrien, étrangers inclus, atteignait 750 000 personnes).¹⁶ La comparaison des données du recensement général avec les données du registre de l'état civil montre que le nombre de syriens vivant à l'étranger atteignait, en 2007, environ 3,372 millions de personnes, soit près de 15% de la population totale.¹⁷

Les statistiques

L'absence – ou la faiblesse – des données statistiques sur la migration sont des problèmes communs à de nombreux pays. La tentative du Bureau Central de Statistique de la Syrie d'inclure, dans son questionnaire de 2004, des questions sur la migration a échoué. Le Bureau possède des données dispersées, obtenues à partir de sondages portant sur des échantillons et sur la migration interne, considérés comme inexploitable. Le ministère de l'intérieur est le plus apte à donner des chiffres plus au moins fiables, mais l'élaboration de ces chiffres ne figure pas dans ses priorités pour l'instant. Le ministère du travail et des affaires sociales a récemment déployé des efforts auprès des ambassades et consulats syriens dans les pays du Golfe et a obtenu quelques informations sur de petits groupes de migrants aux Emirats Arabes Unis, notamment au Sultanat d'Oman et au Qatar. La

¹⁴ Voir "Towards a Fair Deal for Migrant Workers in the Global Economy", International Labour Conference, 92nd Session, 2004. Report VI, Geneva p. 26.

¹⁵ Voir The Syrian Commission for Family Affairs et UNFPA, « Etat de la population de la Syrie, le premier rapport national 2008 », Damascus 2008, p.29.

¹⁶ Ibid, tableau (1-1), p. 29.

¹⁷ Ibid, p. 36.

collecte d'informations sur des communautés syriennes installées en Arabie saoudite et au Koweït, est en cours d'élaboration.

Les principales sources de données sur la migration syrienne proviennent des bases de données des organisations internationales et de certains pays disposant de statistiques régulières. Pour pallier ce manque de données nous avons procédé à des calculs, en croisant les données disponibles, par exemple sur l'éducation et les syndicats professionnels. Loin de prétendre couvrir tous les aspects de la migration, en particulier les lieux de destination, cette initiative permet d'en apprendre davantage sur les conditions sociales et professionnelles des émigrés. De nombreux émigrés vers les Etats-Unis (EUA) et le Canada travaillent dans des secteurs qui ne sont pas directement liés à leur formation. Il en est de même pour certaines catégories d'émigrés vers les pays de l'Union européenne.

Statistiques et répartition géographique

Le rapport intitulé « Etat de la population de la Syrie » fait état du chiffre record de 3.372 millions de personnes émigrées en 2007,¹⁸ alors que les Nations Unies évaluaient le nombre de migrants syriens à 747 766 personnes en 2005,¹⁹ soit environ 22% du chiffre précité. Une des raisons de ce désaccord serait la législation syrienne qui donne la possibilité à ses citoyens d'acquérir une double nationalité. Ainsi, les syriens ayant obtenu la nationalité de leur pays de résidence demeurent considérés par la loi comme Syriens. Ceci explique, en partie, la différence. De plus, les émigrés irréguliers ou non déclarés peuvent difficilement être comptabilisés. Par exemple, le nombre de Syriens résidant illégalement aux Etats-Unis d'Amérique, a été évalué, en 1996 à 3 300.²⁰ Par ailleurs, les émigrés vivant dans les pays du Golfe sont rarement recensés. Des officiels syriens²¹ évoquaient, en 1995, le chiffre d'un million de Syriens travaillant à l'étranger, sans compter les membres de leurs familles.

Bien que ces chiffres soient contradictoires, nous allons utiliser ceux qui sont disponibles pour analyser l'évolution et la répartition géographique des migrants. Les données des Nations Unies sont les plus détaillées. Selon elles, le nombre d'émigrés syriens est passé de 690 349 en 1990, à 1 326 359 en 2005. Le rapport estime que ce chiffre pourrait atteindre 2 205 847²² en 2010. Cela représente une croissance annuelle de 3,4%, entre 1990 et 1995, puis de 7,2% entre 2000 et 2005.

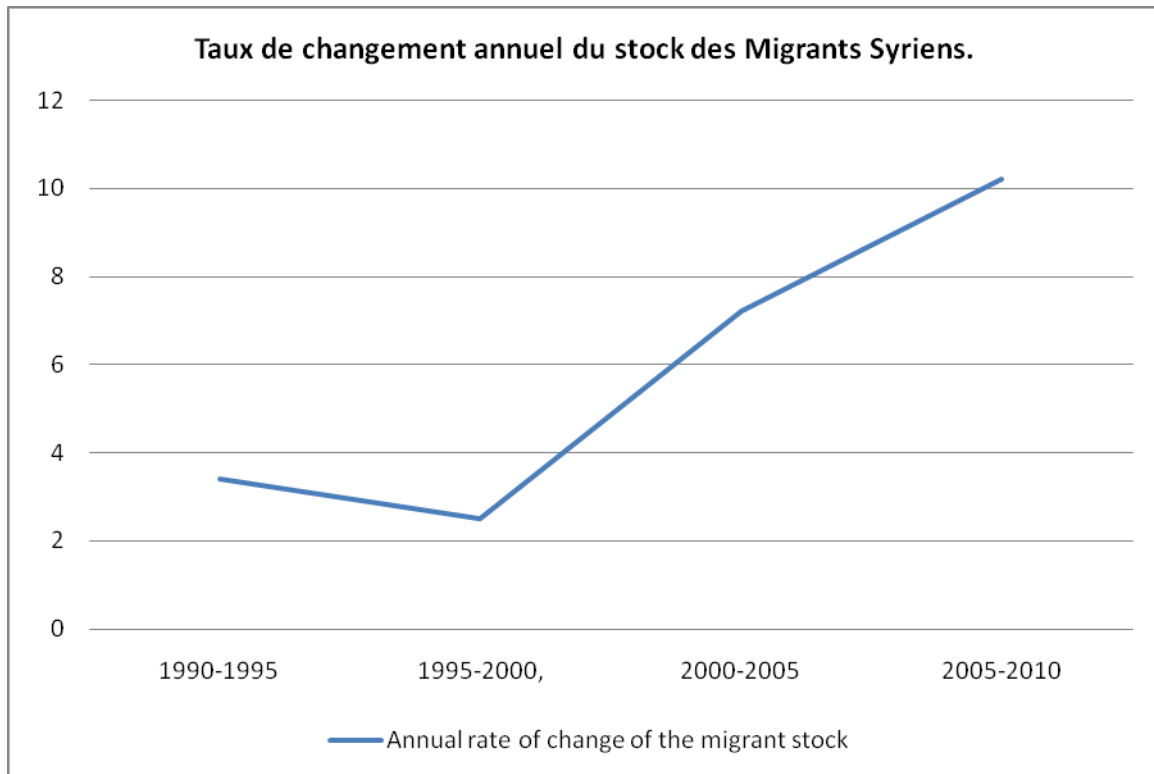
¹⁸ Ibid p. 29

¹⁹ United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, "Trends in International Migrant Stock": The 2008 Revision (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008). Site visité le 3/11/2009.

²⁰ Steven A. Camarota, "Immigrants from the Middle East: A Profile of the Foreign-born Population from Pakistan to Morocco" Backgrounders and Reports, Center for Immigration Studies, August 2002, Table2.

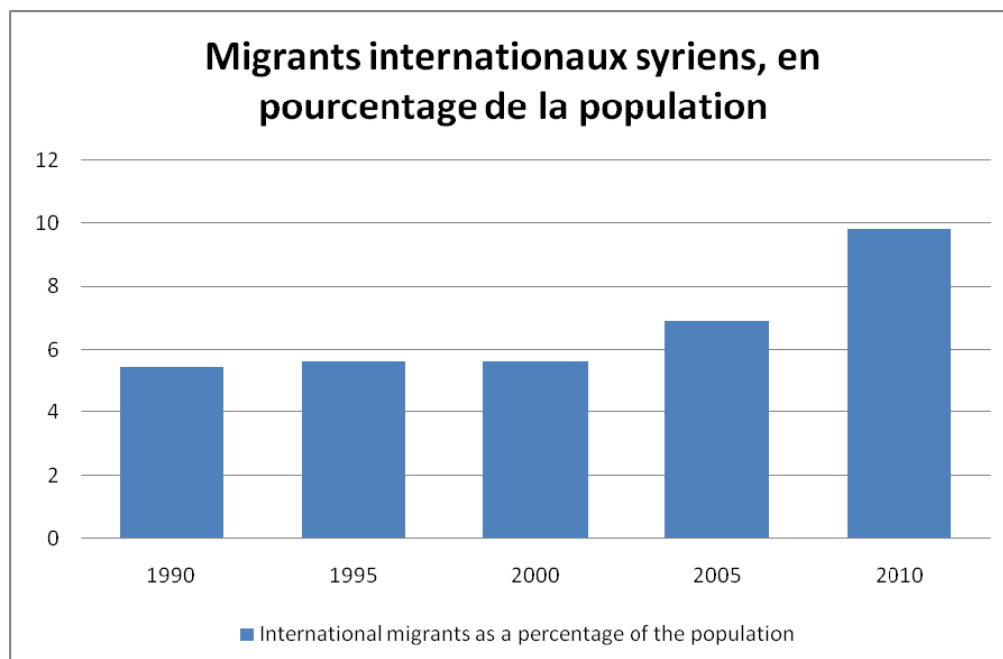
²¹ Déclaration du Ministre du Travail et des Affaires Sociales- la Revue "Blanc et Noir" "مجلة ابيض واسود" Damas, 2009/11/5

²² United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, "Trends in International Migrant Stock", the 2008 Revision (United Nations Database), 2009.



Source : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009). United Nations Data base, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008.

Par conséquent, un nombre croissant de migrants vient grossir chaque année les rangs de la Diaspora syrienne, qui représentait en 2005 6,9% de la population totale (estimation prenant en compte les migrants de 2005).²³

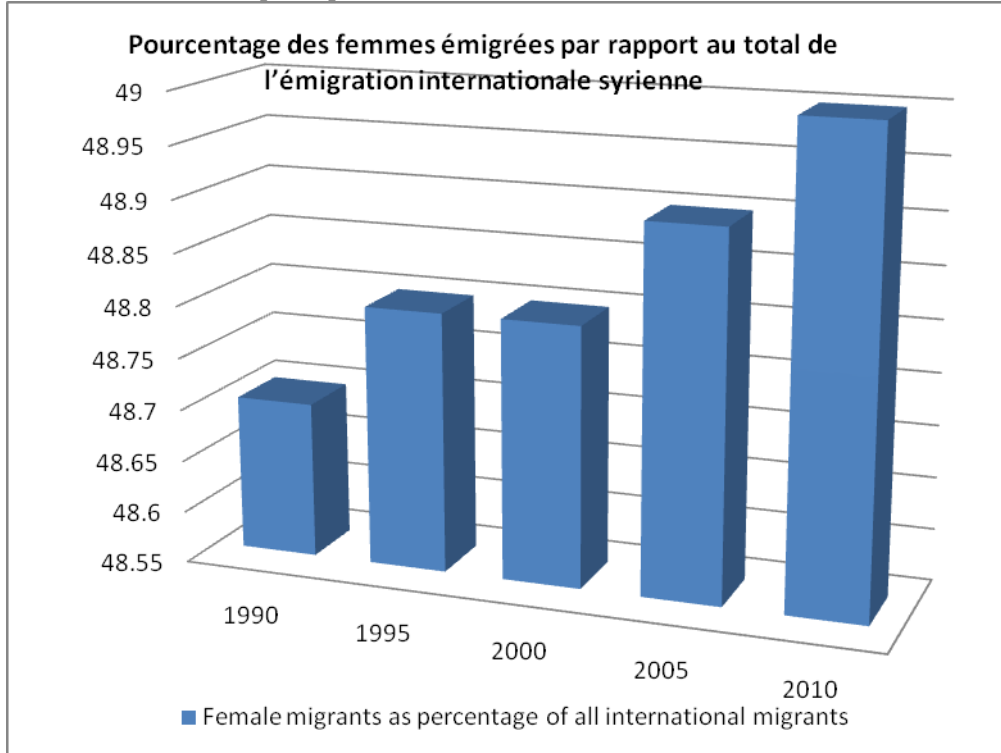


Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009). "Trends in International Migrant Stock": The 2008 Revision (United Nations Database)

²³ Ibid.

On constate une forte corrélation entre la situation socio-économique domestique et le taux de migration. Parmi les candidats à l'émigration les jeunes chômeurs qui constituent près de 79 pour cent de l'ensemble des chômeurs²⁴.

Le nombre croissant de femmes est une nouvelle tendance dans l'émigration syrienne (en 2005, les femmes représentaient 48.9 % du flux total d'émigration).²⁵ En 2007, les femmes représentaient 48% de la totalité des chômeurs, alors que la part totale des femmes dans la force de travail était autour de 16%.²⁶



Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009). "Trends in International Migrant Stock": The 2008 Revision (United Nations Database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008).

La répartition géographique

Comme nous l'avons signalé plus haut, les données statistiques sont fragmentées et incomplètes. Les chiffres émanent de sources diverses n'utilisant pas nécessairement les mêmes méthodes. Il est par conséquent difficile de les comparer. De même, les années sont difficilement comparables, faute de cohérence entre les publications, certaines remontant à 2000 (recensement des EUA), d'autres, à 2001 (Canada), etc.

La géographie joue un rôle important dans le choix des destinations. Ainsi la majorité des émigrants syriens se sont dirigés vers les pays arabes voisins, du fait de leur proximité. En deuxième position arrive l'Europe, en raison de sa proximité relative et des liens historiques et culturels entre les pays de la Méditerranée orientale et l'Europe occidentale. Pourtant, de grandes vagues de départ vers les deux Amériques se sont succédées au cours des deux derniers siècles à tel point qu'on compte actuellement par millions les 'Syro-libanais' vivant en Amérique du Sud.

²⁴ « Livret sur la force de travail 2007 », tableau 29, Bureau Central de Statistique, Damas.

²⁵ United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, "Trends in International Migrant Stock": The 2008 Revision (United Nations Database) POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008), 2009.

²⁶ Voir « Livret sur la force de travail 2007 » tableau 29, Bureau Central de Statistique, Damas.

Dans le prochain paragraphe, nous aborderons le thème de la répartition géographique des émigrés syriens et leur niveau de qualification avant de nous pencher sur la question de la migration hautement qualifiée. Précisons que les principaux pays de réception sont le Liban, les pays membres de « la Commission de Coopération du Golfe », l'Amérique du nord, et l'Europe.

Le Liban

Au Liban, le nombre de travailleurs syriens suscite de nombreuses polémiques et fait l'objet d'estimations contradictoires, du fait des tensions politiques entre les deux pays. Certains estimaient leur nombre en 1995 à 450 000.²⁷ Ce chiffre serait passé à 225 000 en l'an 2000²⁸. L'étude faite par l'expert Roger Sawaya, basée sur les registres de la « Direction générale de la sûreté générale » de la République du Liban donne les estimations suivantes :

Tableau 4. La moyenne annuelle de l'offre de la main d'œuvre syrienne occasionnelle et saisonnière, au Liban²⁹

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre	247 672	251 079	253 340	272 099	295 194	204881	167 466	175 059	216 315

Source : Roger Sawaya, Rapport interne « le Secrétariat général de la Haute commission syro-libanaise) septembre 2009.

Les pays du Golfe

En ce qui concerne les pays de « la Commission de Coopération du Golfe », le Rapport de la Migration du Travail arabe de 2006 évalue le nombre des travailleurs syriens en 1997, au Koweït, à 95 000 et à 170 000, en Arabie Saoudite.³⁰ Les données récentes publiées par le ministère du travail et des affaires sociales syrien font état de la présence de 24 914 Syriens aux Emirats Arabes Unis, dont 30 000 au Qatar et 3 500 au Sultanat d'Oman.³¹

Le reste du monde

Les données des institutions internationales répartissent les migrants syriens en fonction de la proportion de la population syrienne qu'ils représentent. Le pourcentage exprime le nombre cumulé de Syriens dans les pays d'accueil. En général, peu de données statistiques précisent la date d'entrée dans le pays.

²⁷ Albert Dagher, « Quelle politique industrielle pour le Liban ? » Le Centre Libanais d'Etudes, Beyrouth 2005, p. 133-134. Cité par Barout, « La migration extérieure syrienne, son évolution, ses vagues, ses facteurs et répercussions économiques », en Arabe, sans édition, ni date, p. 11.

²⁸ Déclaration du Ministre syrien du travail et des affaires sociales, Journal *Annahar*, 2/3/2000 En Arabe.

²⁹ Roger Sawaya, « le secrétariat général de la haute commission syro-libanaise », rapport interne, septembre 2009, en Arabe.

³⁰ Voir « Le Rapport Régional de la Migration du Travail Arabe », Tableau 5, La ligue des Etats Arabes, La Direction des politiques de population et la migration/ le secteur social, 2006, en arabe.

³¹ Ziad Ghosn, Revue *Blanc et Noir*-مجلة ابيض واسود le 5/11/2009.

Tableau 5. Emigrants de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) en pourcentage de la population totale : République Arabe Syrienne

Migrants vers l'Amérique du nord et l'Australie		Migrants vers les principaux pays européens		Migrants vers CCG et autres pays arabes		proportion de migrants dans la population totale	
1960	2000-02	1960	2000-02	1960	2000	1960	2000-02
1,70	0,46	1,24	0,34	5,74	1,56	8,68	2,36

Source : OECD Database on immigrants and expatriates, Demography and Population, November 2005, (for GCC and other Arab countries) Baldwin-Edwards, 2005.

Les statistiques canadiennes estiment qu'il y avait 15 980 Syriens résidant au Canada en 2001. La plupart d'entre eux (6 890) sont arrivés entre 1990 et 2001.³² Le rapport régional de la migration du travail arabe estime le nombre de Syriens vivant aux Etats-Unis à 35 426 en 2000. Ils étaient environ 20 941 en 1991.³³ Les sources statistiques des Etats-Unis sont plus précises ; elles décrivent notamment l'évolution de leur nombre selon la date d'entrée.

Tableau 6

Période d'entrée aux EUA	Avant 1980	1980–89	1990–00	Total
République Arabe Syrienne	15 885	17 845	20 830	54 560

Source : U.S. Census Bureau, Table C6. Inflow of Emigrants to the United States, from the MENA Region (naturalized and not naturalized).

Les chiffres montrent une accélération du taux de migration, durant les deux dernières décennies. Cette vague de migration concerne tous les groupes sociaux syriens. Des statistiques évaluent le nombre total de migrants syriens à 401 000, ce qui est visiblement en dessous de la réalité.

Tableau 7

Pays de naissance	Migrants en Amérique du nord et Australie	Migrants dans les pays Européens	Migrants aux CCG et autres pays arabes	Total
République Arabe Syrienne	78 660	57 350	265 000	401 010

Source : U.S. Census Bureau. *Ibid.*

A partir des données disponibles, la carte de distribution donne plus de poids aux pays de la CCG, suivis par les Amériques. L'Europe est la dernière destination. Notons qu'il y a de petits groupements en Afrique et dans les pays d'Europe de l'Est, vers lesquels les Syriens ont émigré, en quête de travail et d'un peu de liberté. Issus de la classe moyenne, aventuriers, ils partaient avec leur capital, peu d'expérience, et beaucoup de volonté. Aujourd'hui, ils ont besoin de sommes d'argent considérables ou de diplômes. Certains pays exigent un minimum d'investissement pour octroyer le visa : « Le programme de migration des investisseurs aux Etats Unis, par exemple, permet à 10 000 investisseurs et leurs familles, d'obtenir le visa chaque année, s'ils investissent aux EUA au moins 500 000 US\$. La Nouvelle-Zélande offre un visa à la personne emportant avec elle au moins 630 000 US\$. Au Canada

³² Canada statistiques, "Immigrant Status and Period of Immigration (10A)" 11/9/2009

³³ « Le Rapport régional de la Migration du Travail Arabe 2006 », op.cit., p.16

il faut 300 000 US\$».³⁴ La migration étant devenue sélective, certains l'ont appelée « le nouveau colonialisme », Nous nous proposons d'aborder ce thème dans la section suivante.

La migration hautement qualifiée d'origine syrienne

Après avoir montré la répartition des migrants syriens dans le monde, nous nous concentrons dans cette section sur l'émigration hautement qualifiée. Il est nécessaire de rappeler que la mobilité de la main-d'œuvre hautement qualifiée a toujours été significative. Toutefois, les nouvelles politiques socio-économiques ont modifié les causes et les conséquences de ces déplacements. Ainsi, la compétitivité internationale, renforcée par le déficit démographique dans les pays industrialisés, a alimenté une concurrence acharnée pour attirer les travailleurs les mieux qualifiés. Ce phénomène a pris une telle ampleur que certains l'ont désigné par « la bataille pour les compétences »³⁵. Bien qu'essentielle, cette problématique n'a pas fait l'objet d'études rigoureuses en Syrie, et les données disponibles sont extrêmement limitées. Il existe des indicateurs globaux portant sur l'ensemble des pays arabes. Selon l'UNESCO, 12 000 arabes acquièrent un doctorat chaque année à l'étranger et 85% d'entre eux sont concernés par le « brain drain » (i.e. ils restent à l'étranger après l'obtention de leur diplôme). De 60 000 à 70 000 Arabes titulaires d'un doctorat travaillent dans le monde arabe, contre 150 000 travaillant à l'étranger.³⁶ Le nombre cumulé total des « cerveaux drainés » (d'origine arabe) par les pays de l'OCDE jusqu'en 1999 est estimé à 967 548.³⁷

Le Rapport arabe sur le Savoir, publié en 2009, indique que les médecins arabes représentent 34% de l'ensemble du corps médical exerçant au Royaume-Uni. Les ressortissants du monde arabe qui exercent leur profession au Royaume-Uni représentent 31% de l'ensemble des émigrés qualifiés en provenance des pays en développement, et parmi eux, « 50% des médecins, 23% des ingénieurs, et 15% des scientifiques ».³⁸

Selon les résultats de l'indicateur secondaire de la migration des cerveaux, la Syrie EST le pays arabe avec la plus grande proportion d'émigrants³⁹.

Cependant, le calcul du nombre total d'émigrés syriens hautement qualifiés fait l'objet de controverses entre les différentes institutions et chercheurs, faute de statistiques fiables. Différentes méthodes de collecte des données ont été utilisées. La plus plausible est celle qui compare le nombre de Syriens diplômés à l'intérieur et à l'extérieur du territoire syrien, avec le nombre de ceux travaillant dans le pays d'émigration. A partir de cette méthode, nous avons obtenu les résultats suivants :

Tableau 8. Nombre de diplômés des Universités syriennes entre 1980 et 2006

Médecins	Pharmaciens	Dentistes	Scientifiques	Ingénieurs
30 046	11 259	14 760	38 727	95 978

Source : Statistical Abstracts B.C.S, plusieurs années, et Issa Mhanna, « La migration des compétences et des cerveaux arabes », Diplôme de planification économique et sociale, Institut de planification de développement économique et sociale – Damas, 2004. En Arabe, tableaux (a-25), (b-25) et (26) p. 73-75.

³⁴ Voir «Towards a Fair Deal for Migrant Workers in the Global Economy-International Labour Conference», 92nd Session, 2004-International Labour Office Geneva- p. 22.

³⁵ Brussels Forum.

³⁶ «The Impact of Globalization on Higher Education and Research in the Arab States». UNESCO. Forum on Higher Education, Research and Knowledge Regional Research Seminar, Rabat, Morocco, 25-26 May 2007, p.150.

³⁷ Ibid. p. 151.

³⁸ PNUD, « Rapport du Savoir Arabe 2009 », en collaboration avec l'institution de Mohamed ben Rached Al Maktoum Ed. Dar Al-Ghraiir , Dubai, Mars 2009, p. 188.

³⁹ Ibid. Indicateur secondaire de l'émigration des cerveaux (Tableau 11-5) p. 189

Le nombre de diplômés à l'étranger entre 1980 et 2000, s'élève à 90 416 médecins, 98 227 ingénieurs et 52 532 pour les autres spécialisations.⁴⁰

Le système de l'enseignement supérieur en Syrie comprend l'enseignement dans le pays et l'enseignement à l'étranger, lui-même subdivisé en deux catégories : les étudiants boursiers de l'Etat d'une part, et les étudiants indépendants étudiant à leurs frais d'autre part. La majorité de ces étudiants sont sous la supervision du ministère de l'enseignement supérieur. Les étudiants à leurs frais sont généralement plus nombreux, et la majorité d'entre eux sont enregistrés au ministère. Mais, les chiffres du ministère de l'Enseignement Supérieur sont sensés répertorier la majeure partie des étudiants syriens à l'étranger.

Le nombre cumulé de 1980 à 2005 des étudiants, boursiers ou indépendants préparant un doctorat à l'étranger est supérieur à 111 000. (À ceci près que les données pour les années 2000-2005 ne prennent en compte que les boursiers d'état)

Tableau 9. Les syriens qui ont fait des études post- universitaires à l'étranger entre 1980 et 2005⁴¹

Médecine	Ingénierie	Autres
59431	24067	27937

Source : Ibid. – tableau 3 en annexe.

Selon la loi, il est impératif d'être inscrit au syndicat professionnel correspondant pour exercer un métier ou une profession en Syrie. Par conséquent, il est possible d'obtenir des chiffres quasi exhaustifs, en particulier pour les médecins et ingénieurs. En comparant les chiffres pour ces deux professions, il est possible d'évaluer la proportion d'émigrants.

Tableau 10

	Diplômés en Syrie	Diplômés à l'étranger	Total diplômés	Travaillant en Syrie en 2007	La différence
Médecins	30046	90416	120462	29506	90956
Ingénieurs	95978	98227	194205	89867	104338

Source : Ibid. – tableau 3 en annexe.

Près de 76 % des médecins travaillent à l'extérieur de la Syrie, contre 54 % des ingénieurs. Malheureusement les estimations pour les autres spécialisations manquent de fiabilité. Toutefois elles semblent indiquer qu'ils sont moins demandés sur le marché extérieur.

Les destinations des émigrants qualifiés diffèrent de celles des émigrants non ou peu qualifiés. La demande sur le marché du travail varie en fonction du niveau de développement du pays concerné. Les informations disponibles pour les pays du Golfe sont insuffisantes pour construire un tableau détaillant la répartition et les qualifications des émigrés Syriens dans ces pays.

⁴⁰ Ibid. tableau.26

⁴¹ Ibid. tableau 3 en annexe.

Tableau 11. Le pourcentage des catégories d'émigrés Syriens dans certains pays du Golfe

Pays	Scientifiques	Entrepreneurs	Services	Professionnels
Abu-Dhabi	19.50	2.40	56.89	21.21
Doubaï	18.26	4.54	61.16	16.13
Qatar	19.7		44	14
Sultanat d'Oman	30	20	20	30

Source : Ziad Ghosn : Revue « Blanc et Noir -2009/11/5 مجلة ابيض واسود »

Les facteurs internes stimulant l'émigration

Dans ce paragraphe, nous énoncerons brièvement les différents facteurs stimulant l'émigration. Ces facteurs sont de nature socio-économique, politique et culturelle.

La politique socio-économique

Depuis le milieu des années 1980, la Syrie traverse une période de récession, ponctuée par de courtes phases de croissance, insuffisantes compte tenu de la croissance démographique de la population et l'arrivée incessante de jeunes sur le marché du travail. En choisissant de ne pas assumer certaines fonctions sociales et économiques, l'Etat a aggravé la situation. L'ouverture économique – trop rapide – a précipité certaines couches sociales, en particulier les jeunes, dans la pauvreté. La politique salariale, a été façonnée dans les années 1960, époque au cours de laquelle l'Etat brandissait le slogan de « la transformation socialiste ». Aujourd'hui, la hiérarchie des salaires est défavorable aux diplômés. Avec la hausse vertigineuse du coût de la vie, il n'est pas étonnant que les ceux-ci cherchent des opportunités à l'extérieur du pays.

Les femmes sont les premières victimes du chômage et de l'abandon de l'Etat (la proportion de femmes dans la force du travail est passée de 20%, en 2000, à seulement 16%, en 2008). Leur proportion dans l'ensemble du flux d'émigration s'est accrue rapidement (depuis l'an 2000), pour atteindre 49% du nombre total en 2010.⁴²

La qualité de vie

De 30 à 40% des citoyens de la capitale syrienne vivent dans des habitations irrégulières, dans des agglomérations encombrées et sans espaces verts. Les transports en commun sont de mauvaise qualité et le niveau des salaires est très bas par rapport aux prix et au coût de la vie. Seulement 15% de la force de travail est couverte par le régime de sécurité sociale. Malheureusement, cette liste est loin d'être exhaustive. La corruption dans les administrations publiques rend les formalités longues et coûteuses. Ces éléments nuisent à la qualité de la vie et encouragent les jeunes à émigrer.

Restrictions sur les libertés individuelles

Le manque de libertés politiques et individuelles est évident : la presse – publique ou privée – est surveillée par les services de sécurité et « la loi » pour les partis politiques est attendue depuis de longues années. Les jeunes en particulier vivent dans un environnement où les libertés d'expression et d'organisation demeurent restreintes.

⁴² Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2009,

Désespérance et lassitude en l'absence d'un changement

Les jeunes sont vite désespérés: ces dernières années, le chômage de longue durée a touché une grande partie d'entre eux. Ceux qui ont un travail connaissent également des difficultés, puisque le salaire d'un emploi à temps plein est parfois insuffisant pour avoir un logement, et la location d'un abri absorbe la majeure partie de leur salaire. L'âge moyen du premier mariage est de 29 ans pour les femmes et plus de 30 pour les hommes. Ces difficultés combinées au manque d'opportunités rendent les jeunes las et sceptiques.

Une autre politique internationale de migration

Etant donné les conditions de développement du monde actuel, les pays industrialisés et en développement ont intérêt à élaborer une politique commune de coopération, qui maintient le dynamisme et garantit le progrès des premiers, tout en améliorant les conditions de développement des seconds. En même temps, les pays développés devraient s'engager à compenser les conséquences négatives de l'émigration de travailleurs hautement qualifiés dans les pays en développement, grâce à un programme d'assistance à l'éducation et le transfert de technologie. Cette question devrait faire l'objet d'un large débat auquel participeraient les sociétés civiles et les organisations politiques et professionnelles des pays de départ comme des pays d'accueils.

En Syrie, les données disponibles indiquent que l'émigration des jeunes, travailleurs qualifiés ou citoyens issus de minorités ethniques, est un phénomène qui ne cesse de croître. Cette tendance est le reflet de l'échec des efforts de développement. Par ailleurs, elle nuit au potentiel national. Paradoxalement, malgré l'ampleur du phénomène, les statistiques officielles et les responsables politiques n'y ont apporté qu'une attention limitée. Il n'existe pour le moment que peu d'études sur le sujet. Or, la prise de conscience du problème nécessite d'améliorer la collecte des données statistiques, et à poursuivre les recherches sur la nature et les motifs de cette émigration.

Annexe Statistique

Tableau 1

Annual GDP Growth in current US\$ (%)														
Countries	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
USA	4.63	5.72	6.29	5.38	6.00	5.95	3.19	3.39	4.71	6.63	6.41	6.12	4.71	3.29
Canada	4.61	3.94	3.87	-3.26	7.21	9.63	-1.31	2.69	17.86	14.59	14.37	12.36	4.31	5.28
UK	8.99	5.13	11.36	7.34	2.90	-1.66	-0.46	9.57	15.37	18.76	3.61	6.95	15.37	-4.56
Europe Area	15.52	1.16	-8.69	2.62	-0.54	-8.92	1.39	8.86	23.53	14.53	3.85	5.75	14.60	10.49

Source : World Bank data base ; visité le 30/10/2009

Tableau 2

Growth annual of GNI per capita, PPP (current international \$)						
Countries	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2008
United States	7.7	5.4	3.6	5.2	3.6	3.7
Canada	6.9	4.6	3.1	4.7	4.5	1.7
Euro area	6.4	6.4	3.7	4.3	3.7	4.0
France	6.2	6.1	3.2	4.8	3.2	3.6
Italy	6.8	6.2	3.7	4.0	2.0	2.6
Spain	6.1	7.7	3.8	5.8	5.0	4.9
United Kingdom	7.3	6.3	4.1	5.7	5.1	3.2

Source : World Development Indicators - visité le 3/11/2009

Tableau 3

Migration annual Growth (%)			
Region	1970-1980	1980- 1990	1990- 2000
World	2.05	4.43	1.28
Developed countries	2.2	6.5	2.1
Developing countries	1.89	2.13	0.05

Source : World Development Indicators - visité le 3/11/2009

Tableau 4

Net Migration									
Countries	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2008
United States	1665374	2683410	3176499	3E+06	5448681	6565231	7980001	5675799	46970
Canada	904630	491900	400460	329961	889397	642733	732967	1088701
Euro area	-104946	1924188	1801447	555504	2533240	4604115	3097475	7268971
France	597706	616188	355319	399723	401308	239456	191910	760594
Italy	-195868	88970	219034	328028	88015	294325	212964	1750000	...
Spain	-213005	16098	116820	-127761	-73657	323638	792712	2503788	...
United Kingdom	-251198	-188446	-52544	-251481	29200	167349	493739	947621

Source : World Development Indicators - visité le 3/11/2009

Tableau 5

Etudiants des Etudes Supérieures à l'étranger				
Année	Médecine	Ingénierie	Autres spécialisations	Etudiants en médecine à l'étranger-total
1980	2493	552	1135	
1981	3042	648	1327	6871
1982	3265	322	1523	7438
1983	2796	756	1461	
1984	2910	729	1665	6368
1985	816	1363	2081	
1986	2861	1730	2479	4624
1987	2361	1037	819	4607
1988	3290	1264	1410	5131
1989	3213	1231	1193	5276
1990	3771	1892	3238	5812
1991	2976	1903	627	3331
1992	3096	685	512	3831
1993	2595	737	511	3677
1994	2506	654	501	3908
1995	2211	667	416	3693
1996	2139	681	514	3669
1997	2433	570	689	3925
1998	2284	621	600	3555
1999	2520	513	728	3825
2000	2492	472	890	3458
2001	2675	3524	839	3057
2002	127	406	782	
2003	217	403	917	
2004	257	429	760	
2005	85	278	320	
Total	59431	24067	27937	

Source : Annuaire Statistique, Bureau Central de Statistique, Damas, plusieurs années

Tableau 6

Diplômés des universités syriennes			
Année	Diplômés	Année	Diplômés
1980	12005	1994	12536
1981	9960	1995	15451
1982	9967	1996	15193
1983	10075	1997	11669
1984	10482	1998	17015
1985	9575	1999	17009
1986	11155	2000	16635
1987	11590	2001	16755
1988	13256	2002	17462
1989	10927	2003	19617
1990	13094	2004	19617
1991	14427	2005	22796
1992	12781	2006	27534
1993	13371	2007	24329
Total			416283

Sources : Annuaire Statistique, Bureau Central de Statistique, Damas, plusieurs années

Tableau 7

Syrian Arab Republic," Estimated number of international migrants, refugees and population at mid-year"								
Year	migrants	refugees	population	female migrants	male migrants	migrants as a percentage of the population	Female migrants as percentage of migrants	Refugees as a percentage of migrants
1990	690349	282794	12721	336246	354103	5.4	48.7	41
1995	816799	375564	14610	398342	418457	5.6	48.8	46
2000	924086	388168	16511	451239	472847	5.6	48.8	42
2005	1326359	747766	19122	648496	677863	6.9	48.9	56.4
2010	2205847	1581181	22505	1079877	1125970	9.8	49	71.7

Source : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009). (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008).

Tableau 8

Annual rate of change of the migrant stock	
Years	Annual Rate
1990-1995	3.4
1995-2000	2.5
2000-2005	7.2
2005-2010	10.2

Source : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009). (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008).

Références consultées

- “Against the Grain: Do migrant workers lower wages? No”. *The Independent*. Thursday, 7 June 2007, <http://www.independent.co.uk/news/education/higher/against-the-grain-do-migrant-workers-lower-wages-no-451988.html>
- Arab Employment Forum. “A Jobs Pact for Recovery and Growth”. ILO/09/48, 15 October 2009, http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--en/WCMS_115441/index.htm
- Arsenault Jean-François, and Andrew Sharpe. “The Economic Crisis through the Lens of Economic Wellbeing”. The Centre for the Study of Living Standard, CSLS Research Report 2009-6, August 2009.
- La Banque mondiale. « Repenser la géographie économique, Vue d’ensemble ». Rapport sur le développement ans le monde, Washington, 2009.
- Barout Jamal. « La migration extérieure syrienne, son évolution, ses vagues, ses facteurs et répercussions économiques », en Arabe, Sans Edition ni date.
- Black Richard, Claudia Natali and Jessica Skinner. “Migration and Inequality”. Development Research Centre on Migration, Globalization and Poverty. January 2005, Equity and Development, World Development Report 2006 Background Papers.
- Camarota Steven A. “Census Releases Immigrant Numbers for the year 2000”. The Center for Immigration Studies, Washington, 2000.
- Camarota, Steven A. “Immigrants from the Middle East: A profile of the foreign-born population from Pakistan to Morocco”. Center for Immigration Studies, August 2002, Washington, USA.
- Camarota, Steven A. “Economy Slowed, But Immigration didn’t”. The Center for Immigration Studies, November 2004, Washington, USA
- Camarota, Steven A. “100 Million More Projecting the Impact of Immigration, On the U.S. Population, 2007 to 2060”. Center for Immigration Studies, Washington, USA
- Doomernik Jeroen, Rey Koslowski, Dietrch Thranhardt. “The Battle for the Brains”. The German Marshall Fund of the United States, Brussels Forum , March 2009
- Doukoure Ounia and Helen Oger. “The EC External Migration Policy: The Case of the MENA Countries”. CARIM Research Reports , European University Institute, 2007
- Fargues, Philippe, ed. *Mediterranean Migration, 2006-2007*, CARIM, European University Institute, 2007
- Gallina , Andrea. “Enhancing Workers’ Remittances for Development in the Mediterranean Partner Countries”. CARIM Analytic and Synthetic Notes, 2008/01
- International Labour Conference. “Towards a Fair Deal for Migrant Workers in the Global Economy” Report VI, 92nd Session, International Labour Office Geneva, First edition 2004
- La Ligue des Etats Arabes. « Le Rapport Régional de l’émigration de Travail Arabe ». Département de population , le secteur social, 2006.
- « La migration dans un monde interconnecté : Nouvelle perspective d’action ». Rapport de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales, Octobre 2005.
- Osberg Lars , Mc Culloch Dalhousie et Andrew Sharpe . « Un indice du bien-être sur le marché du travail pour les pays de l’OCDE ». Rapport de recherche du CSLS, Septembre 2003, <http://www.csls.ca/reports/labmktfrench.pdf>.
- Perry Marc J. and Jason P. Schachter. “Migration of Natives and the Foreign Born: 1995 to 2000”. *Census 2000 Special Reports*, US Census Bureau, issued August 2003, <https://www.census.gov/prod/2003pubs/censr-11.pdf>

- Perry J. Marc, and Paul J. Mackun. "Population Change and Distribution". US Census Bureau 2000, issued April 2001, <http://www.census.gov/prod/2001pubs/c2kbr01-2.pdf>
- PNUD en collaboration avec l'institution de Mohamed ben Rached Al Maktoum. « Rapport du Savoir Arabe 2009 » Ed. Dar Al-Ghraiir , Dubai, Mars 2009
- Rapport du Directeur général, vol. I, « L'Europe à l'heure de la mondialisation » le Bit, Genève, Décembre 2000.
- Ratha Dilip, Sanket Mohapatra, and Ani Silwal1. "Migration and Remittance Trends 2009 , A better-than-expected outcome so far, but significant risks ahead",. November 3, 2009, <https://blogs.worldbank.org/peoplemove/migration-and-remittance-trends-2009-a-better-than-expected-outcome-so-far-but-significant-risks>
- Sparreboom, Theo and Marcus Powell. "Labour market information and, analysis for skills development". Employment Working Paper No. 27, 2009. http://www2.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_108627.pdf
- The Syrian Commission for Family Affairs et UNFPA. « Etat de la population de la Syrie ». Le premier rapport national 2008, Damascus 2008
- UNESCO Forum on Higher Education, Research and Knowledge. "The Impact of Globalization on Higher Education and Research in the Arab States". Regional Research Seminar, Rabat, Morocco, 25-26 May 2007
- U. S. Census Bureau Special tabulations, Census 2000, Internet release date: April 13, 2004
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs. "Trends in International Migrant Stock: The 2008 Revision". Population Division 2009, United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008).
- Zahlan B. "Higher Education, R&D, Economic Development, Regional and Global Interface". Rabat, Morocco May 2007.